

PV2020 : un meilleur bilan pour les femmes que les référendaires le prétendent : ce que les femmes auraient à perdre d'un échec de Prévoyance vieillesse 2020

Autor(en): **Axelroud Buchmann, Danielle**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 2161

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014292>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

au gré de l'offre et de la demande. C'est dire que ces derniers ne sont plus incités à produire au-delà de leur propre consommation. De plus les petites centrales photovoltaïques - moins de 200m² - et hydroélectriques - moins de 2'200 kW - sont exclues de la rétribution fixe.

Cette limitation de la promotion des sources renouvelables et décentralisées ne peut que réjouir les acteurs dominants du marché de l'électricité. Pour combler d'éventuelles pénuries, ils construiront des centrales à gaz et exploiteront plus longtemps encore leurs centrales nucléaires. Ils pourront également poursuivre leur profitable commerce avec l'étranger: importation de courant nucléaire bon marché, puis vente aux consommateurs suisses au prix fort et pompage-turbinage pour

produire de l'électricité aux heures de pointe. Car si certains d'entre eux ont essayé récemment des pertes sévères, la branche dans son ensemble n'a cessé d'engranger des [bénéfices](#) au cours de la dernière décennie.

Cette version édentée ne permettra pas d'atteindre les objectifs visés par la Stratégie 2050. Néanmoins une bonne partie des mesures adoptées en vue de la réduction de la consommation devraient porter des fruits. Et, comme toute stratégie, elle a vocation à être adaptée en fonction des résultats obtenus comme des avancées technologiques. Mais il faudra faire preuve de vigilance car les producteurs et distributeurs historiques d'énergie - électricité comme énergies fossiles - restent à l'affût pour défendre leur position dominante. Alors que l'avenir, en termes d'autonomie, de sécurité de

l'approvisionnement et d'efficacité économique, appartient aux énergies renouvelables produites de manière décentralisée.

Faut-il évoquer encore le référendum de l'UDC? Laissons là son parti pris d'opposition systématique. L'UDC n'a strictement aucune solution alternative à proposer. Son attachement à l'énergie nucléaire est pathétique, tant il contredit son obsession d'une Suisse indépendante. Pour ne rien dire de sa campagne, basée sur un [copié-collé](#) de celle des adversaires de la réforme de l'imposition des entreprises mais avançant, pour tous arguments, des chiffres fantaisistes et des [conséquences imaginaires](#) à propos du tournant énergétique. Voici qui dénote, de la part du plus grand parti du pays, plutôt le désarroi que la confiance en soi.

PV2020: un meilleur bilan pour les femmes que les référendaires le prétendent

Ce que les femmes auraient à perdre d'un échec de Prévoyance vieillesse 2020

Danielle Axelroud Buchmann - 06 avril 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31344>

L'augmentation de l'âge de la retraite des femmes est inacceptable pour la gauche de la gauche. L'augmentation de 70 francs des nouvelles rentes AVS et la revalorisation des rentes de couple hérissent la droite. Quel est en fin de

compte le vrai bilan pour les femmes?

L'achèvement du passage progressif de l'âge de référence pour le calcul de la retraite à 65 ans pour toutes et tous, il est vrai, aurait pu

s'accompagner de mesures propres à effacer les inégalités qui touchent encore les femmes et à atténuer les difficultés qu'elles rencontrent dans leurs démarches pour s'intégrer pleinement au [marché du travail](#). Mais on oublie que

jusqu'en 1957, l'âge de la retraite était identique pour tous, alors que l'espérance de vie n'était pas celle d'aujourd'hui. Sans parler des avantages qu'offrent aux femmes leur espérance de vie plus longue et la redistribution des ressources de l'AVS entre les sexes ([DP 2081](#)).

Le supplément AVS de 70 francs profite d'abord aux femmes

Fin 2015, l'AVS verse des prestations vieillesse à presque un million et demi de [bénéficiaires](#), alors que le 2e pilier n'en compte pas la [moitié](#). Près de 825'000 femmes perçoivent une rente AVS, alors qu'elles ne sont que 265'000 à profiter d'une rente du 2e pilier. Cela veut dire que presque 560'000 femmes, deux tiers des femmes, ne touchent que l'AVS (contre 192'000 hommes - moins d'un tiers des retraités).

Du fait du partage des cotisations entre les époux durant le mariage, la revalorisation de la rente de couple, qui représente une augmentation non négligeable (+6,4%), les avantage aussi.

C'est dire l'importance pour les femmes de cette augmentation de la rente AVS, qui représente une véritable amélioration de revenu pour une majorité d'entre elles.

Le supplément AVS, une solution sur le dos des

femmes?

C'est ce que prétend [Isabelle Moret](#) (PLR VD), qui met en relation le coût de cette mesure (1'375 millions de francs à l'horizon 2030) et ce que rapporte à l'AVS l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans ([1'319 millions de francs](#)). Or, le financement de cette mesure est largement assuré par l'augmentation des cotisations AVS (+0,6%, partagés entre l'employeur et l'employé) qui rapportera 1'401 millions de francs. Ce sont deux choses bien distinctes.

Mais cette augmentation des cotisations AVS fait mal au PLR. En effet, la solidarité qu'elle implique est langue étrangère pour ce parti. Rappelons que les cotisations AVS sont prélevées sur l'entier du salaire sans plafond. A partir d'un certain montant, les cotisations versées ne servent plus à augmenter la rente propre, mais contribuent au pot commun, contrairement à la prévoyance professionnelle conçue sur le principe de l'épargne individuelle. Et la solidarité s'invite aussi entre époux, puisque leurs cotisations sont partagées.

Pas de modification quant aux rentes de veuves

Le Conseil fédéral proposait de restreindre les rentes de veuves, une mesure qui aurait économisé 340 millions de francs. Cette mesure, qui sera sans aucun doute remise sur le tapis, a été finalement rejetée, une décision plus que

raisonnable étant donnée la charge que fait peser sur les femmes l'augmentation de l'âge de la retraite.

Changements dans le deuxième pilier

La baisse du taux de conversion touche bien entendu les femmes aussi bien que les hommes. Mais on leur demande en outre de cotiser une année de plus! Sans l'augmentation prévue de la rente AVS, la réforme aurait été très amère pour les femmes, même si seul un tiers d'entre elles sont affiliées à la LPP.

Sur ce point, l'abaissement du seuil d'accès au 2e pilier ne va pas changer grand-chose pour les femmes. Tant que les [conditions-cadre](#) ne seront pas mises en place pour leur permettre de prendre leur pleine mesure sur le marché de l'emploi, elles resteront une minorité à pouvoir s'affilier à une caisse de pension.

Mais sitôt ce seuil atteint, l'employeur devra assurer une part plus grande du salaire, car la déduction de coordination (partie du salaire qui n'est pas soumise à l'obligation de cotiser) diminuera. Les personnes travaillant à temps partiel (une majorité de femmes), qui n'ont actuellement qu'un tout petit capital LPP (si elles en ont un), seront mieux loties.

Les contreparties indirectes

Dans la présente réforme, il n'y a certes pas de contrepartie

directe pour les femmes, comme notamment le bonus éducatif lors du passage de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans dans la 10e révision.

Cependant, outre l'augmentation des nouvelles rentes AVS, d'autres éléments de la réforme, en particulier pour ce qui est du financement, peuvent être considérées comme de vraies contreparties, même si elles ne sautent pas aux yeux.

Le financement proposé par le Conseil fédéral prévoyait à l'origine:

- des économies et des augmentations de cotisations dues à l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes: +1,3 milliard, plus 340 millions liés aux restrictions pour les rentes de veuves;
- une augmentation de la TVA de 1,5 point: +5,4 milliards;
- une diminution du financement par la Confédération: -500 millions.

Même si l'apport dû à l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes reste inchangé, la mouture finale est tout de même beaucoup plus solidaire:

- absence de péjoration

des rentes de veuves;

- le supplément de 70 francs pour les nouvelles rentes AVS et l'augmentation des rentes de couple sont entièrement financés par une augmentation des cotisations, une mesure redistributive selon le principe de solidarité sur lequel est fondée l'AVS;
- l'augmentation de la TVA ne représente plus que 2'140 millions (augmentation de 0,6 point au lieu de 1,5 - dont 0,3 est d'ores et déjà acquis étant donné qu'il remplace 0,3 point attribué à l'AI jusqu'à fin 2017); même si une augmentation ultérieure de 0,4 point semble inéluctable, la somme en jeu reste bien inférieure au projet du Conseil fédéral;
- la contribution de la Confédération est non seulement maintenue, mais augmentée de 610 millions de francs; or ce financement repose sur l'impôt, dont la fonction redistributrice est importante.

On le voit, le poids de la réforme est désormais beaucoup plus largement réparti. Les femmes comptant majoritairement parmi les personnes aux revenus les plus

modestes, ce financement plus solidaire est à leur avantage.

Des compensations oubliées

On aurait pu réfléchir à une amélioration ponctuelle en faveur des personnes ayant travaillé des années à temps partiel et de ce fait n'ayant pas eu la possibilité d'accumuler un vrai capital-épargne dans le 2e pilier. Une telle mesure, ciblée sur les difficultés que rencontrent les femmes sur le marché du travail, aurait été une compensation bienvenue.

Cela dit, si le salaire assuré augmente, il sera possible d'effectuer des rachats de cotisations plus importants - malheureusement exclusivement financés par les assurés...

Finalement et compte tenu du rapport de force - n'oublions pas le rejet populaire de l'initiative AVSplus -, la réforme adoptée conforte et améliore la prévoyance vieillesse des femmes. La rejeter sous prétexte que l'égalité salariale n'est toujours pas réalisée, c'est choisir la politique du pire. Car la détérioration du financement de l'AVS et du 2e pilier ouvrirait un boulevard aux partisans d'une réduction des prestations, y compris de celles des femmes.